

## VERTALING

## WAALSE GEWEST

N. 85 — 2879

23 AUGUSTUS 1985. — Dekreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Artikel 41, § 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw wordt met een 9<sup>o</sup>, luidend als volgt, aangevuld:

« 9<sup>o</sup> het gebruik van gebouwen wijzigen voor zover deze wijziging op een door de Waalse Executieve vast te stellen lijst vermeld is.

De lijst van de aan een vergunning ondergeschikte gebruikswijzigingen zal vastgesteld worden rekening houdende met de volgende criteria:

- het impact op het leefmilieu;
- de voornaamste functie van het gebouw;
- de economische en sociale gevolgen.

De weigering van de vordering tot wijziging van het gebruik van een gebouw kan geen aanleiding geven tot betaling van een schadevergoeding in de zin van artikel 34 van het Waalse Wetboek.

**Art. 2.** De artikelen 66 en 67, § 1, 1<sup>o</sup> van het Waalse Wetboek worden respectievelijk als volgt aangevuld:

— « Worden gestraft met een gevangenisstraf..., zij die door het uitvoeren van werken of het in stand houden ervan, door wijziging

van het gebruik van gebouwen, door het verkavelen van grondeigendom of... »

— « of de staking van het wederrechtelijke gebruik. »

**Art. 3.** De twee eerste leden van artikel 70 van het Waalse Wetboek worden als volgt aangevuld:

« De in artikel 68, eerste lid, bedoelde ambtenaren en beambten kunnen mondeling en ter plaatse de staking van het werk, van het gebruik van het gebouw of van handelingen gelasten wanneer zij vaststellen dat deze niet in overeenstemming met de verleende vergunning zijn of zonder vergunning worden uitgevoerd.

Het proces-verbaal tot vaststelling ervan en de bekrachtigingsbeslissing worden bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst ter kennis gebracht van de opdrachtgever en van de persoon of de aannemer die het werk uitvoert of aan de persoon die het gebouw gebruikt.»

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Luik, 23 augustus 1985.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Economie,  
J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest, belast met het Toezicht en de Buitenlandse Betrekkingen,  
A. DAMSEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,  
Ph. BUSQUIN

De Minister van de Nieuwe Technologieën en de K.M.O.'s,  
de Ruimtelijke Ordening en het Bos voor het Waalse Gewest,  
M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Water, het Leefmilieu en het Landleven,  
V. FEAUX

De Minister van het Waalse Gewest voor Huisvesting en Informatica,  
J. MAYENCE-GOOSSENS

(1) *Zitting 1984-1985.*

*Stukken van de Raad 132 (1984-1985). — Nrs. 1 tot 3.*

*Volledig verslag. — Openbare vergadering, d.d. 23 juni 1985. — Bespreking. — Stemming.*

F. 85 — 2880

6 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon créant un service social au Ministère de la Région wallonne

L'Exécutif Régional wallon,

Vu la loi spéciale du 6 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a l'Administration dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Région wallonne qui a l'administration dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1er.** Un service social est créé au sein du Ministère de la Région wallonne au profit des personnes visées à l'article 3.

**Art. 2.** Les activités du service social comportent notamment :

**A. Au plan individuel :**

1<sup>o</sup> l'aide individuelle;

2<sup>o</sup> l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, quand les traitements sont coûteux et prolongés;

3<sup>o</sup> l'aide financière en cas de placement d'enfants pour des raisons médicales dans des établissements spécialisés librement choisis;

4<sup>o</sup> l'octroi de prêts, sans intérêt, pour faire face à des situations exceptionnelles;

5<sup>o</sup> l'octroi de cadeaux de circonstances.

**B. Au plan collectif :**

1<sup>o</sup> l'intervention d'un service psycho-médico-social agissant à titre préventif, et à titre curatif seulement pour des raisons d'urgence ou pour assurer des soins courants;

2<sup>o</sup> l'assistance sociale et juridique pour des questions étrangères à l'administration;

3<sup>o</sup> la gestion exclusive ou en participation de restaurants et de cantines;

4<sup>o</sup> l'encouragement d'activités culturelles, éducatives, sportives, récréatives ou de vacances;

- 5° la préparation à la retraite;
- 6° l'organisation occasionnelle de gardes d'enfants.

**Art. 3.** A condition qu'ils ne bénéficient pas d'avantages accordés par un service social constitué auprès d'une autre administration publique, les bénéficiaires du service social du Ministère de la Région wallonne sont :

- 1° les agents qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent au personnel du Ministère de la Région wallonne;
- 2° les agents pensionnés qui étaient en activité au Ministère de la Région wallonne immédiatement avant leur mise à la retraite;
- 3° les personnes qui prestent leurs services au sein du Ministère de la Région wallonne ou qui y ont presté leurs services immédiatement avant leur admission à la retraite;
- 4° les membres et agents des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Région wallonne;
- 5° les personnes qui sont à charge de celles qui sont visées au 1° à 4°, à condition qu'elles cohabitent avec ces dernières;
- 6° les veufs, veuves et orphelins des personnes qui sont visées aux 1° et 4°.

Les bénéficiaires peuvent s'adresser directement au service social.

**Art. 4.** L'Exécutif régional wallon confie à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation des activités du service social.

Cette association est, dans ce but, subventionnée dans la limite des crédits prévus à cet effet au budget de la Région wallonne.

Certaines activités collectives prévues à l'article 2, B, peuvent être organisées par voie de convention avec des services sociaux d'autres administrations publiques. Dans ce cas, les conventions déterminent les obligations et droits des parties.

**Art. 5.** Pour que l'association sans but lucratif puisse être agréée en vue d'exercer les activités du service social conformément à l'article 4, les statuts doivent prévoir :

- 1° l'admission en qualité de membres, de personnes appartenant aux catégories énumérées à l'article 3, 1°, 2° et 3°, à l'exclusion de toute autre;
- 2° un objet social conforme au prescrit de l'article 2;
- 3° un conseil d'administration où les mandats sont répartis à la proportionnelle entre les organisations syndicales représentées auprès du Ministère de la Région wallonne conformément à l'arrêté royal du 26 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;
- 4° la présence d'un représentant désigné par l'Exécutif, assistant de droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des autres organes de l'association;
- 5° l'engagement auquel l'association souscrit de suspendre l'exécution de toute mesure que le représentant de l'Exécutif estimerait, dans les trois jours de la décision, contraire à la loi, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général et d'y renoncer si l'Exécutif confirme, dans les quinze jours de la décision, l'opinion de son représentant;

- 6° le contrôle de ses comptes par le représentant indiqué en 4°;
- 7° un rapport écrit de l'assistant social préalablement à toute décision relative à des cas individuels.

**Art. 6.** L'association sans but lucratif agréé doit soumettre annuellement à l'Exécutif avant le 15 avril le rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé et la demande éventuelle de subvention pour l'année suivante.

**Art. 7.** L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord de l'Exécutif préalablement à l'organisation de tombolas, de vente d'insignes ou de toute action destinée à procurer des ressources exceptionnelles.

**Art. 8. § 1er.** Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par le représentant, désigné par l'Exécutif. Ce représentant ne peut exercer au sein de l'association d'autres fonctions que :

- 1° provoquer la réunion du conseil d'administration et, dans le cadre de ses compétences, faire porter ses propositions à l'ordre du jour;
- 2° proposer, selon les modalités prévues par l'article 5, 7°, par la voie d'une lettre recommandée envoyée au président de l'association sans but lucratif dans les trois jours ouvrables de la décision, la suspension de toute mesure qu'il estime contraire à la loi, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général.

Les motifs sont communiqués à l'Exécutif, au président et au vice-président de l'association sans but lucratif.

§ 2. Le représentant de l'Exécutif peut prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Il ne peut donner d'instruction ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

§ 3. Pour l'application du § 1er, ne sont pas considérées comme jours ouvrables les samedis et dimanches, les jours fériés légaux, le 27 septembre, les 2 et 15 novembre et le 26 décembre.

**Art. 9.** L'agrément peut être retiré par décision motivée de l'Exécutif, si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

En cas de retrait de l'agrément de l'association sans but lucratif, les activités du service social prévues à l'article 2 sont exercées par des agents du Ministère de la Région wallonne conformément aux décisions de l'Exécutif.

**Art. 10.** Le personnel et les moyens matériels nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant au service social sont mis par l'Exécutif à la disposition de l'association sans but lucratif sur proposition de celle-ci. La situation administrative et pécuniaire des agents faisant l'objet de cette mesure n'en est pas modifiée.

L'organisation du travail au sein de l'association est de la compétence exclusive du conseil d'administration.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 6 novembre 1985.

**Art. 12.** Le Ministre de la Région wallonne qui a l'administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 6 novembre 1985.

J.-M. DEHOUSSE

UBERSETZUNG

#### WALLONISCHE REGION

##### 6. NOVEMBER 1985. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung eines Sozialdienstes im Ministerium der Wallonischen Region

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des gewerkschaftlichen Beratungsausschusses des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Direktionsrates des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Im Ministerium der Wallonischen Region wird ein Sozialdienst zugunsten der in Artikel 3 bezeichneten Personen geschaffen.

**Art. 2.** Die Tätigkeiten des Sozialdienstes umfassen unter anderem :

A. Auf individueller Ebene :

1° individuelle Hilfe;

2° finanzielle Hilfe im Falle von Krankheit, eines chirurgischen Eingriffs, einer aus medizinischen Gründen vorgeschriebenen Kur oder Einweisung, wenn die Behandlungen kostspielig und langwierig sind;

3° finanzielle Hilfe, wenn Kinder aus medizinischen Gründen in spezialisierte Einrichtungen eingewiesen werden müssen und diese Einrichtungen frei gewählt werden;

4° bewilligung von zinsfreien Anleihen, um aussergewöhnliche Situationen zu meistern;

5° gewährung von Geschenken für bestimmte Anlässe.

**B. Auf kollektiver Ebene :**

1° einschalten eines psycho-medizinisch-sozialen Dienstes, der vorbeugend eingreift und nur in Dringlichkeitsfällen oder für allgemeine Pflege zu Heilzwecken eingesetzt wird;

2° sozialer und juristischer Beistand für Fragen, die nichts mit der Verwaltung zu tun haben;

3° die ausschliessliche oder teilhabende Verwaltung von Restaurants und Kantinen;

4° förderung von kulturellen, pädagogischen, sportlichen, unterhaltenden oder Ferienaktivitäten;

5° vorbereitung auf die Pensionierung;

6° gelegentliche Organisation von Kinderaufsicht.

**Art. 3.** Unter der Bedingung, dass sie keine Vorzüge von einem sozialen Dienst einer anderen öffentlichen Verwaltung geniessen, sind die Nutzniesser des Sozialdienstes des Ministeriums der Wallonischen Region :

1° die Bediensteten, die in welcher Eigenschaft auch immer dem Personal des Ministeriums der Wallonischen Region angehören;

2° die pensionierten Bediensteten, die unmittelbar vor ihrer Pensionierung beim Ministerium der Wallonischen Region beschäftigt waren;

3° die Personen, die ihre Dienste beim Ministerium der Wallonischen Region leisten oder unmittelbar vor ihrer Pensionierung ihre Dienste dort geleistet haben;

4° die Mitglieder und Bediensteten der Kabinette der Mitglieder der Exekutive der Wallonischen Region;

5° die Personen, die zu Lasten jener sind, die in den Punkten 1 bis 4 bezeichnet sind, unter der Bedingung, dass sie mit letzteren zusammenleben;

6° die Witwer, Witwen, Waisen der Personen, die in den Punkten 1 bis 4 bezeichnet sind;

Die Nutzniesser können sich direkt an den Sozialdienst wenden.

**Art. 4.** Die Wallonische Regionalexekutive betraut eine von ihr zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck mit der Durchführung der Tätigkeiten des Sozialdienstes.

Diese Vereinigung wird zu diesem Zweck subventioniert, soweit Mittel dafür im Haushalt der Wallonischen Region vorgesehen sind.

Bestimmte gemeinschaftliche Tätigkeiten, die in Artikel 2B vorgesehen sind, können durch Vereinbarung mit Sozialdiensten anderer öffentlichen Verwaltungen organisiert werden. In diesem Fall bestimmen die Vereinbarungen die Pflichten und Rechte der Parteien.

**Art. 5.** Damit die Vereinigung ohne Erwerbszweck zugelassen werden kann, um gemäss Artikel 4 die Tätigkeiten des Sozialdienstes auszuüben, müssen die Satzungen folgendes vorsehen :

1° die Zulassung als Mitglieder der Personen, die den in Artikel 3, Punkte 1, 2 und 3 genannten Kategorien angehören, mit Ausschluss aller anderen;

2° einen Gesellschaftszweck, der der Vorschrift des Artikels 2 entspricht;

3° einen Verwaltungsrat, in dem die Mandate verhältnismässig unter die Gewerkschaftsorganisationen verteilt werden, die beim Ministerium der Wallonischen Region vertreten sind, gemäss dem Königlichen Erlass vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden unterstehen;

4° die Anwesenheit eines von der Exekutive bestimmten Vertreters, der den Versammlungen der Generalversammlung, des Verwaltungsrates oder anderer Organe der Gesellschaft, rechtmässig und mit beratender Stimme, beiwohnt;

5° die Verpflichtung der Vereinigung, die Ausführung jeglicher Massnahme einzustellen oder aufzugeben, wenn der Vertreter der

Exekutive innerhalb drei Tagen nach der Entscheidung die Meinung äussert, sie seien gesetzes-, ordnungs- oder satzungswidrig oder sie verstossen gegen das Allgemeinwohl und die Exekutive die Ansicht ihres Vertreters innerhalb 15 Tagen nach der Entscheidung bestätigt;

6° die Überprüfung ihrer Bücher durch den in Punkt 4 genannten Vertreter;

7° einen schriftlichen Bericht des Sozialarbeiters, vor jeder Entscheidung bezüglich individueller Fälle.

**Art. 6.** Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck muss der Exekutive jährlich, vor dem 15. April, einen moralischen und finanzielle Bericht bezüglich des abgelaufenen Geschäftsjahres sowie den eventuellen Antrag auf Subventionierung für das folgende Jahr vorlegen.

**Art. 7.** Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck muss die Zustimmung der Exekutive einholen, bevor sie Tombolas veranstaltet, Abzeichen verkauft oder jegliche Tätigkeit vornimmt, die aussergewöhnliche Einnahmen einbringen soll.

**Art. 8. § 1.** Die Tätigkeiten der zugelassenen Vereinigung ohne Erwerbszweck werden von dem Vertreter, der von der Exekutive ernannt worden ist, kontrolliert. Dieser Vertreter darf nur folgende Funktionen in der Vereinigung ausüben :

1° die Versammlung des Verwaltungsrates herbeiführen und im Rahmen seiner Zuständigkeiten, seine Vorschläge auf die Tagesordnung bringen lassen;

2° gemäss den in Artikel 5, Punkt 7, vorgesehenen Modalitäten die Einstellung einer Massnahme vorschlagen, wenn er der Meinung ist, sie sei gesetzes-, ordnungs- oder satzungswidrig oder sie verstosse gegen das Allgemeinwohl. Diesen Vorschlag muss er dem Präsidenten der Vereinigung ohne Erwerbszweck innerhalb drei Werktagen nach der Entscheidung per Einschreiben zuschicken.

Die Gründe werden der Exekutive, dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten der Vereinigung ohne Erwerbszweck mitgeteilt.

§ 2. Der Vertreter der Exekutive kann alle Unterlagen bezüglich der Verwaltung der Gesellschaft an Ort und Stelle einsehen.

Er darf weder Anweisungen erteilen noch die Ausführung von ordnungsgemäss gefassten Beschlüssen verhindern.

§ 3. Für die Anwendung des § 1 werden die Samstage und Sonntage, gesetzliche Feiertage, der 27. September, der 2. und der 15. November und der 28. Dezember nicht als Werktagen angesehen.

**Art. 9.** Die Zulassung kann durch einen begründeten Beschluss der Exekutive zurückgezogen werden, wenn die Vereinigung ohne Erwerbszweck ihren Verpflichtungen nicht nachkommt oder die Bestimmungen dieses Erlasses nicht einhält.

Im Falle der Zurückziehung der Zulassung der Vereinigung ohne Erwerbszweck werden die Tätigkeiten des Sozialdienstes, die in Artikel 2 vorgesehen sind, gemäss den Entscheidungen der Exekutive, von den Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region ausgeübt.

**Art. 10.** Das Personal und die materiellen Mittel, die notwendig sind zur Erfüllung der Aufgaben des Sozialdienstes werden der Vereinigung ohne Erwerbszweck von der Exekutive zur Verfügung gestellt. Die V.o.E. unterbreitet der Exekutive jedoch ihre Vorschläge. Die V.o.E. unterbreitet der Exekutive jedoch ihre Vorschläge. Die administrative und finanzielle Situation der Bediensteten.

Die Arbeitsweise der Vereinigung fällt in die ausschliessliche Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

**Art. 11.** Dieser Erlass gilt ab dem 6. November 1985.

**Art. 12.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, ist mit der Ausführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 6. November 1985.

J.-M. DEHOUSSE

VERTALING

WAALSE GEWEST

8 NOVEMBER 1985

Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot oprichting van een sociale dienst in het Ministerie van het Waalse Gewest

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor de Administratie;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor de Begroting;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor de Administratie,

#### Besluit :

**Artikel 1.** In de schoot van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt een Sociale Dienst opgericht ten voordele van de in artikel 3 vermelde personen.

**Art. 2.** De activiteiten van de Sociale Dienst omvatten onder andere :

*A. Op het individuele vlak :*

1° individuele hulp;

2° financiële hulp bij ziekte, chirurgische ingreep, kuur of plaatsing, voorgeschreven op medische gronden, wanneer de behandeling kostelijk en van lange duur is;

3° financiële hulp bij plaatsing van kinderen op medische gronden in vrij gekozen gespecialiseerde instellingen;

4° toekenning van interestvrije leningen om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke omstandigheden;

5° toekenning van gelegenheidsgeschenken.

*B. Op het collectieve vlak :*

1° tussenkomst van een psycho-medisch-sociale dienst, die handelt te preventieven titel of te curatieven titel, maar dan uitsluitend bij hoogdringendheid of om gewone zorgen te verstrekken;

2° sociale en juridische bijstand voor problemen die geen uitsaans hebben met de administratie;

3° uitsluitend beheer of deelname in het beheer van restaurants en refecties;

4° aanmoediging van culturele, educatieve, sportieve, recreatieve en vakantieactiviteiten;

5° voorbereiding op het pensioen;

6° occasionele inrichting van kinderbewaarplaatsen.

**Art. 3.** Begunstigden van de Sociale Dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest zijn, voor zover zij nog geen door een ander openbaar bestuur toegekende voordelen genieten :

1° de ambtenaren die, uit welke hoedanigheid ook, deel uitmaken van het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest;

2° de gepensioneerde ambtenaren die onmiddellijk vóór hun pensionering werkzaam waren op het Ministerie van het Gewest;

3° de personen die hun activiteiten uitoefenen in de schoot van het Ministerie van het Waalse Gewest of er hun activiteiten uitoefenden onmiddellijk vóór hun pensionering;

4° de leden en ambtenaren van de Kabinetten van de Leden van de Executieve van het Waalse Gewest;

5° de personen die ten laste zijn van de onder 1° tot 4° bedoelde personen, op voorwaarde dat zij samenwonen met deze laatsten;

6° de weduwnaars of weduwen en de wezen van de onder 1° tot 4° vermelde personen.

De begunstigden kunnen zich rechtstreeks tot de Sociale Dienst wenden.

**Art. 4.** De Executieve van het Waalse Gewest vertrouwt de uitoefening van de activiteiten van de Sociale Dienst toe aan een door haar erkende vereniging zonder winstoogmerk.

Deze vereniging ontvangt daartoe subsidies, binnen de perken van de daarvoor op de Begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten.

Bepaalde van de in artikel 2, B, omschreven collectieve activiteiten kunnen worden georganiseerd door middel van een overeenkomst met de Sociale Diensten van andere openbare besturen. In dat geval bepalen de overeenkomsten de rechten en plichten van de partijen.

**Art. 5.** De vereniging zonder winstoogmerk kan slechts worden erkend voor de uitoefening van de activiteiten van de Sociale Dienst overeenkomstig artikel 4 indien haar statuten voorzien in :

1° de aanvaarding als lid van de personen die behoren tot de in artikel 3, 1°, 2° en 3° vermelde categorieën, met uitsluiting van alle andere;

2° een maatschappelijk doel dat beantwoordt aan het bepaalde in artikel 2;

3° een raad van bestuur waarvan de mandaten proportioneel verdeeld worden tussen de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn bij het Ministerie van het Waalse Gewest, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

4° de aanwezigheid van een door de Executieve aangewezen vertegenwoordiger, die van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen bijwoont van de algemene vergadering, de raad van bestuur en de andere organen van de vereniging;

5° de verbintenis vanwege de vereniging om de uitvoering op te schorten van om het even welke maatregel die de vertegenwoordiger van de Executieve binnen drie dagen na de beslissing strijdig zou achten met de wet, de reglementen, de statuten of het algemeen belang, en er van af te zien wanneer de Executieve binnen vijftien dagen na de beslissing het standpunt van haar vertegenwoordiger bijtreedt;

6° de controle op haar rekeningen door de onder 4° vermelde vertegenwoordiger;

7° een geschreven verslag van de sociale assistent voorafgaand aan elke beslissing in individuele gevallen.

**Art. 6.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk dient elk jaar vóór 15 april het moreel en financieel verslag van het voorbije maatschappelijk jaar over te leggen aan de Executieve, evenals, in voorkomend geval, de aanvraag tot subsidiëring voor het volgend jaar.

**Art. 7.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk mag geen tombolas, verkoop van kentekens of andere activiteiten inrichten die bestemd zijn om buitengewone inkomsten te vergaren zonder het voorafgaand akkoord van de Executieve.

**Art. 8. § 1.** De vertegenwoordiger, aangewezen door de Executieve, houdt toezicht op de activiteiten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk. Zijn functie in de vereniging is beperkt tot :

1° het uitlokken van de bijeenkomst van de Raad van Bestuur en, binnen de perken van zijn bevoegdheden, het op de agenda plaatsen van zijn voorstellen;

2° het voorstellen van de opschorting volgens de door artikel 5, 7°, voorgeschreven modaliteiten, bij aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk binnen drie werkdagen na de beslissing, van om het even welke maatregel die hij strijdig acht met de wet, de reglementen, de statuten of het algemeen belang.

Hij deelt zijn motieven mee aan de Executieve, en de voorzitter en ondervoorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 2. De vertegenwoordiger van de Executieve mag ter plaatse kennis nemen van alle stukken betreffende het beheer van de vereniging.

Hij mag geen onderrichtingen geven noch de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen beletten.

§ 3. Worden niet beschouwd als werkdagen voor de toepassing van § 1, de zaterdag en zondagen, de wettelijke feestdagen, 27 september, 2 en 15 november en 26 december.

**Art. 9.** De erkenning kan worden ingetrokken bij een met redenen omklede beslissing van de Executieve wanneer de vereniging zonder winstoogmerk zijn verplichtingen niet nakomt of de bepalingen van dit besluit niet naleeft.

In geval van intrekking van de erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk worden de in artikel 2 bepaalde activiteiten van de Sociale Dienst uitgeoefend door ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, overeenkomstig de beslissingen van de Executieve.

**Art. 10.** Het personeel en de werkmiddelen die vereist zijn voor de uitvoering van de taken waarmee de Sociale Dienst is belast, worden op voorstel van de vereniging zonder winstoogmerk, te harer beschikking gesteld door de Executieve.

Het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren die het voorwerp zijn van deze maatregel, blijft ongewijzigd. De organisatie van het werk in de schoot van de vereniging behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van de raad van bestuur.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 6 november 1985.

**Art. 12.** De Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor de Administratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 1985.